

## Faiblesses d'une méthode

| 18.11.11 | 13h12 • Mis à jour le

18.11.11 | 14h06

**L**a gauche ne se simplifie pas la vie en menant deux batailles de front, l'une contre la droite, l'autre en son sein. Les ultimes rebondissements autour de l'accord entre le Parti socialiste et Europe Ecologie-Les Verts, à cinq mois de la présidentielle, laissent une impression de faiblesse pour au moins trois raisons :

- Le débat est bâclé. Preuve, cet incroyable vaudeville autour de l'avenir de la filière mox. Son abandon figure dans le texte transmis aux écologistes, il a été gommé dans celui ratifié par le PS puis réintroduit moyennant quelques nuances dans le communiqué commun. De deux choses l'une, soit les négociateurs socialistes ne maîtrisent pas leur sujet, soit ils n'assument pas leur position. C'est inquiétant.

- L'accord, à supposer qu'il survive, est annonciateur de fortes tensions sur le sujet clé de la dette en cas de victoire de la gauche. Le texte a beau insister sur la nécessité de désendetter le pays, les écologistes jugent aberrant de vouloir ramener le déficit public à 3 % du PIB à l'horizon 2013 : *"C'est un désaccord. On ne peut désendetter à marche forcée"*, souligne Jean-Vincent Placé, l'un des négociateurs des Verts. Faut-il réduire un peu ou beaucoup ? La gauche, si elle sort victorieuse de la double séquence présidentielle et législative, ne pourra pas s'offrir le luxe d'un débat alors même que Michel Sapin, chargé au PS du projet présidentiel, qualifie de *"désastreuse"* la situation de la France et prévient : *"Il n'y aura aucun état de grâce."*

- La droite pilonne en ironisant sur le côté électoraliste de l'accord "un député vert = un réacteur nucléaire" et en pointant le coût pour l'emploi de la suppression de 24 réacteurs d'ici à 2025.

Il ne s'agit évidemment pas de déplorer la compétition entre les deux grandes forces de gauche, ni de nier leurs divergences sur le nucléaire. Il s'agit de souligner les faiblesses d'une méthode. Depuis la fin des années Jospin qui a marqué la disparition de la gauche plurielle, le PS et ses alliés n'ont guère progressé dans la façon d'organiser leur vivre ensemble.

Tout se joue à la dernière minute et selon un rituel dont le bien-fondé ne saute plus aux yeux : les négociations de parti à parti laissent à l'écart une grande partie de l'opinion, qui découvre au hasard d'un rebondissement malheureux tout l'enjeu de la filière mox. Elles laissent planer un doute sur la sincérité des contractants, avec cette incroyable surenchère des écologistes sur l'EPR suivie d'une brusque reddition pour des raisons d'intérêts électoraux : un groupe parlementaire vaut mieux que la sortie du nucléaire.

Le poids des partis, le rôle des compromis signent la vision d'une République parlementaire à laquelle les écologistes et une partie des socialistes restent viscéralement attachés. Cette logique en heurte une autre, poussée à l'extrême par Nicolas Sarkozy : celle d'une République présidentielle bâtie sur l'unité de commandement et le parti unique. Elle a l'inconvénient de court-circuiter les corps intermédiaires et de réduire le débat à la portion congrue mais l'avantage par temps de crise de permettre la réactivité et le pilonnage des positions adverses. C'est exactement ce qui est en train de se passer.

---

fressoz@lemonde.fr

**Françoise Fressoz (Chronique "Politique")**

Article paru dans l'édition du 19.11.11

---

© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Mentions légales | Qui sommes-nous ? | Charte groupe | Index | Aide et contact |

**Journal** d'information en ligne, Le Monde.fr offre à ses visiteurs un panorama complet de l'**actualité**. Découvrez chaque jour toute l'**info** en direct (de la politique à l'économie en passant par le sport et la météo) sur Le Monde.fr, le site de news leader de la presse française en ligne.

---